



Marché public de fournitures courantes et de services

Accord-cadre en appel d'offres ouvert passé en application des articles L. 2113-6 à L. 2113-8, 1°, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Règlement de la Consultation (R.C.)

Acheminement et fourniture d'électricité et de gaz naturel

Réf : 2023-02

Pouvoir adjudicateur :

Groupement de commandes dont les membres, prenant part à cette consultation, sont listés en annexe 1 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre et dont le coordonnateur est l'Union des secteurs d'énergie du département de l'Aisne (USED'A)
ZAC Champ du Roy - Rue Turgot - CS 90666 - 02007 LAON
03 23 27 15 80 / contact@useda.fr

Date limite de remise des offres :

le 14 septembre 2023, à 12 heures 00, terme de rigueur

SOMMAIRE

OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
2 DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	3
3 DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS	3
4 CONDITONS GENERALES DE LA CONSULTATION	3
4.1 PROCEDURE ET FORME DU MARCHE.....	3
4.2 MONTANT MAXIMUM DES ACCORDS-CADRES	4
4.3 DECOMPOSITION EN LOTS OU EN TRANCHES.....	4
4.4 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
4.5 GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	5
5 COMMUNICATION AVEC LES CANDIDATS	5
5.1 MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	5
5.2 VARIANTES ET OFFRES MULTIPLES	5
6 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
6.1 CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION	7
6.2 LANGUE DE LA PROCEDURE ET UNITE MONETAIRE	7
6.3 NOMENCLATURE EUROPEENNE PERTINENTE	7
7 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	7
8 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
8.1 PRESENTATION DES CANDIDATURES.....	8
8.2 PRESENTATION DES OFFRES	9
9 SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	12
9.1 SELECTION DES CANDIDATURES.....	12
9.2 JUGEMENT DES OFFRES	13
10 AUTORISATION DE RECUPERATION DES DONNEES TECHNIQUES ET CONTRACTUELLES ASSOCIEES AUX POINTS DE LIVRAISON	17
11 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	17
12 VOIES DE RECOURS.....	17

1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre et les marchés subséquents afférents ont pour objet l'acheminement et la fourniture d'électricité et de gaz naturel pour les besoins propres de chaque membre, incluant les prestations ci-dessous :

- la fourniture complète en électricité et en gaz naturel des points de livraison des membres du groupement ;
- toutes prestations définies au présent Cahier des Clauses Particulières et tous services associés à la fourniture d'électricité et de gaz naturel ;
- l'accès aux réseaux publics de transport et de distribution et leurs utilisations (dans le cadre d'un contrat unique) ;
- les prestations annexes aux missions des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD) rassemblées dans les catalogues de prestations de chaque GRD.

Les titulaires de l'accord-cadre et des marchés subséquents exécutent l'ensemble des prestations conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Particulières et des autres pièces constituant l'ensemble contractuel défini à l'article 3.5.1 du Cahier des Clauses Particulières.

2 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu avec les titulaires à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 décembre 2025 inclus.

3 DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS

La durée d'un marché subséquent ainsi que la période durant laquelle a lieu la fourniture et l'acheminement d'électricité sont indiquées dans son acte d'engagement.

Pour le 1^{er} marché subséquent de chaque lot, la période d'exécution des prestations est la suivante :

Début d'exécution des prestations	Fin d'exécution des prestations
Le 1^{er} janvier 2024 inclus ou à une date postérieure fixée pour chaque point de livraison listé en annexe de l'acte d'engagement du marché subséquent (colonne « Date de rattachement »), dans la limite fixée à l'article 5.3.1 du Cahier des Clauses Particulières de l'accord-cadre.	<ul style="list-style-type: none"> • soit totalement à la fin du 1^{er} marché subséquent fixée au 31 décembre 2025 inclus, • soit partiellement, en cas de détachement anticipé d'un point de livraison en application de l'article 13.3 du Cahier des Clauses Particulières de l'accord-cadre.

4 CONDITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION

4.1 Procédure et forme du marché

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert telle que prévue aux articles au 1^{er} de l'article R2124-2 et aux articles R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

L'ensemble contractuel se compose :

- d'un accord-cadre alloti de fournitures multi-attributaires, sans minimum et avec un maximum en quantité article R2162-4 2° du Code de la commande publique ;
- de marchés subséquents de fournitures mono-attributaire pris en application de l'accord-cadre.

L'accord-cadre donne lieu à la passation de marchés subséquents mono-attributaires dans les conditions fixées aux articles R. 2162-7 à R. 2162-10 du Code de la commande publique.

4.2 Montant maximum des accords-cadres

Pour chaque lot, le montant maximum de l'accord-cadre M_{Max} , exigé par les dispositions de l'article R2162-4 du code de la commande publique, en quantité, tel que figurant à l'acte d'engagement est le suivant :

	M_{Max}
LOT 1	285 GWh
LOT 2	12 GWh
LOT 3	246 GWh

Le montant maximum de chaque accord-cadre M_{Max} a été calculé selon la formule suivante :

$$M_{Max} = \sum_{i=1}^x CAR \times (1 + C_{Maj}) \times n$$

Avec :

M_{Max} : montant maximum de l'accord-cadre, en GWh.

$\sum_{i=1}^x CAR$: cumul des consommations annuelles de référence (CAR) des x points de livraison du lot concerné.

n : nombre d'années d'exécution des prestations de fourniture sur la durée de l'accord-cadre.

$$C_{Maj} = \alpha_f + \alpha_c + \alpha_a$$

Avec :

C_{Maj} = coefficient majorateur de la consommation fixé à 45%.

Où :

α_f : taux de flexibilité prévu à l'article 4.3.1 du CCP, soit 5%

α_c : coefficient de risque climatique fixé à 15%

α_a : coefficient d'aléa additionnel permettant de tenir compte d'aléas exogènes susceptibles d'impacter les consommations d'électricité, fixé à 25%.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que cette quantité maximale n'est pas la quantité prévisionnelle.

4.3 Décomposition en lots ou en tranches

L'accord-cadre est alloti comme suit :

Acheminement et fourniture d'électricité

LOT 1	Acheminement et fourniture d'électricité pour les points de livraison localisés sur le périmètre du gestionnaire de réseau de distribution ENEDIS.
LOT 2	Acheminement et fourniture d'électricité pour les points de livraison localisés sur le périmètre des Distributeurs Non Nationalisés (notamment la SICAE de l'Aisne et la SICAE Oise)

Acheminement et fourniture de gaz naturel

LOT 3	Acheminement et fourniture de gaz naturel pour les points de livraison sur le périmètre du gestionnaire de réseau de distribution GRDF.
--------------	---

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

4.4 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à trois (3) mois à compter de la date limite de réception des offres.

4.5 Groupement d'opérateurs économiques

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou tous les lots.

Pour répondre à la consultation, les candidats pourront choisir de se grouper au sein d'un groupement d'opérateurs économiques. Dans ce cas :

- l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale.
- l'acte d'engagement de l'accord-cadre devra être signé :
 - soit par chacun des membres du groupement
 - soit par le mandataire du groupement d'opérateurs économiques dûment habilité (lettre de candidature ou DC 1 signé par tous les membres).

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même lot. Pour un même lot, un même opérateur économique ne peut pas non plus répondre de manière individuelle s'il répond par l'intermédiaire d'un groupement. Si tel était l'un des deux cas, les deux (2) candidatures seront rejetées.

En cas de réponse en groupement, les entreprises peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous forme de groupement conjoint ou solidaire.

5 Communication avec les candidats

La communication avec les candidats pendant la durée de la consultation se fera exclusivement de manière électronique. A ce titre, il est demandé aux candidats de renseigner une adresse de courrier électronique consulté régulièrement lors du retrait du dossier de consultation des entreprises sur le profil acheteur et une adresse de courrier électronique de secours peut être renseignée.

La validité des informations saisies par le candidat relève de son entière responsabilité.

5.1 Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur peut apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

5.2 Variantes et offres multiples

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Les offres multiples sont interdites. Une offre multiple consiste à faire, en réponse à un ou plusieurs éléments obligatoires constitutifs du lot de l'accord-cadre, plusieurs propositions non prévues au Cahier des Clauses Particulières. Le candidat à l'accord cadre, comme le titulaire de l'accord-cadre, ne peut proposer qu'une seule offre par lot.

6 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Liste des pièces du dossier de consultation fournies aux candidats :

L'acte d'engagement de l'accord-cadre et son annexe : liste des membres et des comptables assignataires.			
Le Cahier des Clauses Particulières et les annexes suivantes selon les lots :			
Pour les lots 1 ET 2 - Electricité	Annexe 1.a	-	Contenu de la facture groupée
	Annexe 1.b	-	Contenu de la facture détaillée
	Annexe 2	Modèles d'ordres de service :	
	Modèle 1 :	- Modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison	
	Modèle 2 :	- Modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison provisoire	
Pour le lot 1 - Electricité	Annexe 3	Modèle 1 :	Demande de prise de position en OTC avec mandat à prix d'intérêt
		Modèle 2 :	- Demande de prise de position en clôture (Settlement)
		Modèle 3 :	- Demande de recours à l'ARENH
Pour le lot 3 - Gaz naturel	Annexe 1.a	-	Contenu de la facture groupée
	Annexe 1.b	-	Contenu de la facture détaillée
	Annexe 2	Modèles d'ordres de service :	
	Modèle 1 :	- Modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison	
	Modèle 2 :	- Modèle d'ordre de service pour le détachement d'un point de livraison	
	Annexe 3	Modèle 1 :	Demande de prise de position en OTC avec mandat à prix d'intérêt
		Modèle 2 :	- Demande de prise de position en clôture (Settlement)
Le présent Règlement de la Consultation et les annexes suivantes pour chaque lot :			

Annexe 1	- La liste indicative des points de livraison et des données techniques associées
Annexe 2	- Le cadre de réponse des candidats à l'accord-cadre (mémoire technique).
Le bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre et le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) associé pour chaque lot.	

6.1 Conditions d'obtention du dossier de consultation

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le site : <https://www.xmarches.fr/>

6.2 Langue de la procédure et unité monétaire

La langue devant être utilisée dans la présentation de la candidature et de l'offre est le français.

Tous les documents doivent être rédigés en français ou faire l'objet d'une traduction en langue française.

L'unité monétaire doit être l'Euro.

6.3 Nomenclature européenne pertinente

Les références à la nomenclature européenne associées à la présente consultation (CPV) sont :

LOTS 1 ET 2	09310000-5 – Electricité
LOT 3	09123000-7 - Gaz Naturel

7 Conditions d'envoi ou de remise des candidatures et des offres

Les réponses des candidats doivent parvenir à destination avant les date et heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et figurant en page de garde du présent document.

Il appartient au candidat de prendre les mesures nécessaires pour tenir compte des délais de transmission. Les offres déposées en dehors des délais prescrits ne seront pas prises en considération.

Les candidats doivent impérativement répondre aux consultations par voie électronique sur le site : <https://www.xmarches.fr/>

Il appartient aux candidats de prendre connaissance des conditions générales d'utilisation (CGU) de la plateforme de dématérialisation en vigueur accessibles sur le site <https://www.xmarches.fr/>

COPIE DE SAUVEGARDE :

Les candidats ont la possibilité de transmettre UNE COPIE DE SAUVEGARDE sur un support physique électronique largement disponible (sur clé USB).

Celle-ci doit être placée dans un pli fermé comportant la mention lisible à l'extérieur : "Copie de Sauvegarde".

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission matérielle, doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des plis.

Elle sera ouverte uniquement dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 27 juillet 2018 relatif aux modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Elles doivent être envoyées ou déposées dans une enveloppe cachetée indiquant :

« COPIE DE SAUVEGARDE Ne pas ouvrir – offre pour : accord-cadre relatif à l'acheminement et la fourniture d'électricité et de gaz naturel »

Le candidat qui dépose la copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés suivants : Du lundi au vendredi de 09h15 à 11h45 (uniquement le matin).

Le pli sera :

- soit expédié par voie postale recommandée avec AR à l'adresse suivante :

Union des secteurs d'énergie du département de l'Aisne (USEDA)
ZAC Champ du Roy - Rue Turgot - CS 90666 - 02007 LAON

- soit remis directement contre récépissé par le candidat lui-même ou par coursier à l'adresse suivante :

Union des secteurs d'énergie du département de l'Aisne (USEDA)
Monsieur le Président
ZAC Champ du Roy - Rue Turgot - CS 90666 - 02007 LAON

8 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le pli à remettre impérativement par les candidats, dans les formes prescrites ci-dessous, comprend les pièces suivantes dûment renseignées par une personne habilitée à engager la société ou le groupement.

Le pli à remettre par le candidat comprend un dossier de candidature et un dossier d'offres ainsi constitués :

8.1 Présentation des candidatures

Dans le cadre de l'analyse des candidatures, les candidats fournissent les documents suivants pour chaque lot :

1. Les documents permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat :

Une lettre de candidature présentant le candidat ou le groupement, signée par une personne dûment habilitée pour engager le candidat ou le groupement, ainsi que, le cas échéant, l'habilitation du mandataire par ses cotraitants à signer l'offre [DC1].

Pour le lot 1 et 2 : l'autorisation du candidat d'exercer l'activité d'achat d'électricité pour revente aux clients finals ou aux gestionnaires de réseaux pour leurs pertes prévue à l'article L. 333-1 du code de l'énergie.
Pour le lot 3 : l'autorisation de fourniture de gaz naturel prévue aux articles L. 443-1 et suivants du Code de l'énergie.

Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux prestations auxquelles le lot de l'accord-cadre se réfère, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. Si le candidat n'est pas en mesure de présenter une telle déclaration sur la période demandée en raison d'une création récente, il pourra, à défaut, prouver sa capacité financière par tout document équivalent (déclaration appropriée de banque, attestation en responsabilité civile professionnelle...) [DC2].

Une liste des principales références réalisées au cours des trois dernières années, indiquant la date, et le destinataire public ou privé. Si le candidat n'est pas en mesure de présenter une liste de références sur la période demandée en raison d'une création récente, il pourra, à défaut, prouver sa capacité professionnelle par tout document équivalent (certificats de qualification professionnelle, indication de l'expérience professionnelle du personnel de l'entreprise...) [DC2]

2. Une déclaration sur l'honneur attestée par le candidat, pour justifier :

- Qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2341-1 et L2141-6 du Code de la commande publique
- Qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Pour les candidats constitués en groupement, il est précisé que ces justificatifs demandés pour l'analyse des candidatures doivent être fournis par chacun des membres du groupement, à l'exception de la lettre de candidature, fournie en un seul exemplaire.

Afin de simplifier ses démarches, pour les documents énumérés ci-dessous, le candidat a la possibilité de compléter les formulaires édités par la Direction des Affaires Juridiques du Ministère des Finances, (DC 1 et DC 2), disponibles en libre accès sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, reprenant l'ensemble de ces renseignements.

8.2 Présentation des offres

Pour chaque lot, les candidats remettent, les documents relatifs à leur offre constituée :

1. De l'acte d'engagement du lot et son annexe dûment complétée et signée

(Ce document sera rematérialisé dans un second temps pour signature manuscrite des co-contractants).

2. Mémoire technique (cadre de réponse complété) :

- Le mémoire technique expose la manière dont les candidats exécutent l'ensemble de leurs prestations conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Particulières. Il constitue une pièce contractuelle dans les conditions prévues à l'article 4.5.1 du Cahier des Clauses Particulières et, à ce titre, engage les titulaires de l'accord-cadre.
- La structuration de ce mémoire technique est indiquée dans le document « Cadre de réponse » dont les candidats doivent respecter l'ordre et la numérotation des différentes rubriques. Les blocs de réponse ne sont pas limités en nombre de caractères.
- Les différents documents contenus ou annexés au mémoire technique doivent être lisibles (notamment, les exemples de feuillets de gestion annuels, les factures au format A4...).
- Pour illustrer la description des fonctionnalités de son outil de suivi en ligne, le candidat fournit des captures d'écran et, si possible, un lien URL permettant de tester son outil.

Lorsque le candidat soumissionne seul aux lots 1 et 2 de l'accord-cadre, il peut transmettre qu'un seul exemplaire du mémoire technique commun à l'ensemble des lots auxquels il soumissionne en le précisant expressément sur ce dernier (avec la mention « Mémoire technique commun à tous les lots soumissionnés ») dans la mesure où il différencie clairement les différences sur chaque lot de l'accord-cadre.

Toutefois, lorsque la composition des membres d'un groupement d'opérateurs économiques diffère selon les lots auxquels il candidate, le groupement doit produire un mémoire technique pour chaque lot.

3. Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de l'accord-cadre complété

Pour le LOT 1 :

• **Prix unitaires de fourniture proportionnels à la consommation :**

- Pour chaque année de livraison, les prix unitaires **bs**, **ah**, **pt** suivants, en €/MWh HTT :

bs	Prix unitaire applicable dans le cas de prises de position au prix de clôture du produit Calendar Baseload
ah	Prix unitaire couvrant les coûts de gestion et frais pour risques du titulaire du marché subséquent lors du recours au dispositif de l'ARENH.
pt	Prix unitaire applicable dans le cas d'une prise de position au prix de clôture du produit Calendar Peakload

- Pour chaque année de livraison et chaque poste horosaisonnier :
 - les prix unitaires **C** suivants, en €/MWh HTT:

C	Prix unitaire comprenant les coûts de gestion, les provisions pour risques et la marge du titulaire du marché subséquent
----------	--

- les coefficients **α** , **β** et **γ** suivants, sans dimension :

α	Coefficients invariables applicables aux prises de position du produit en base pour un approvisionnement complémentaire au prix de marché
β	Coefficients invariables applicables aux prises de position en base sur la part du prix éligible à l'ARENH.
γ	Coefficients invariables applicables aux prises de position du produit en pointe pour un approvisionnement complémentaire au prix de marché

• **Prix associés au mécanisme de capacité :**

- Pour chaque année de livraison, les coefficients de capacité dans le cas d'un approvisionnement intégrant le dispositif de l'ARENH **$Coeff_{capacité}^{AH}$** en kW/MWh (hors coefficient de sécurité) et pour chaque poste horosaisonnier concerné (sans différenciation dans le cas des points de livraison C5 associés à des installations d'éclairage public ou assimilés).

POUR RAPPEL : tel que précisé à l'article 6.2.2.2 du Cahier des Clauses Particulières de l'accord-cadre, dès lors que le choix du coordonnateur est de déterminer les prix unitaires de fourniture d'électricité en intégrant le dispositif de l'ARENH, les coefficients de capacité **$Coeff_{capacité}^{AH}$** ne peuvent prendre que des valeurs inférieures ou égales à 0 pour les horosaisons suivantes :

Segments tarifaires C5 à 4 classes temporelles	- Heures pleines de saison basse - Heures creuses de saison basse
Segments tarifaires C4	- Heures pleines de saison basse - Heures creuses de saison basse
Segments tarifaires C3	- Heures creuses de saison haute - Heures pleines de saison basse

	- Heures creuses de saison basse
Segments tarifaires C2	- Heures creuses de saison haute - Heures pleines de saison basse - Heures creuses de saison basse

- **Prix associés aux garanties d'origine :**

- Pour chaque année de livraison, les prix unitaires associés aux garanties d'origine P_{GO} proportionnels aux quantités consommées, exprimé en €/MWh HTT.

- **Prix associés aux obligations d'économies d'énergie (CEE) :**

Pour chaque année de livraison :

- Les prix unitaires associés aux CEE dits « classique » $P_{CEEClassique}$ (hors coefficient multiplicateur d'obligation et tels que définis à l'article R.221-4 du Code de l'énergie), proportionnels aux quantités consommées, exprimé en €/MWh cumac HTT ;
- Les prix unitaires associés au CEE au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique $P_{CEEPrécarité}$ (hors coefficients multiplicateurs d'obligation et tels que définis à l'article R.221-4-1 du Code de l'énergie), proportionnels aux quantités consommées, exprimé en €/MWh cumac HTT.

Pour le LOT 2 :

- **Prix unitaires de fourniture proportionnels à la consommation :**

- Pour chaque année de livraison et pour chaque poste horosaisonnier (sans différenciation dans le cas des points de livraison associés à des installations d'éclairage public ou assimilés) :
 - La part du prix de fourniture éligible à l'ARENH β en % ;
 - les prix unitaires de fourniture PM_0 proportionnels aux quantités consommées applicables à la part à prix de marché (non éligible au dispositif de l'ARENH), en €/MWh HTT.

- **Prix associés au mécanisme de capacité :**

- Pour chaque année de livraison, les coefficients de capacité dans le cas d'un approvisionnement intégrant le dispositif de l'ARENH $Coeff_{capacité}^{AH}$ en kW/MWh (hors coefficient de sécurité) et pour chaque poste horosaisonnier concerné (sans différenciation dans le cas des points de livraison C5 associés à des installations d'éclairage public ou assimilés).

POUR RAPPEL : tel que précisé à l'article 6.2.2.2 du Cahier des Clauses Particulières de l'accord-cadre, dès lors que le choix du coordonnateur est de déterminer les prix unitaires de fourniture d'électricité en intégrant le dispositif de l'ARENH, les coefficients de capacité $Coeff_{capacité}^{AH}$ ne peuvent prendre que des valeurs inférieures ou égales à 0 pour les horosaisons suivantes :

Segments tarifaires C5 à 4 classes temporelles	- Heures pleines de saison basse - Heures creuses de saison basse
Segments tarifaires C4	- Heures pleines de saison basse - Heures creuses de saison basse
Segments tarifaires C3	- Heures creuses de saison haute - Heures pleines de saison basse - Heures creuses de saison basse
Segments tarifaires C2	- Heures creuses de saison haute - Heures pleines de saison basse

- Heures creuses de saison basse

- **Prix associés aux obligations d'économies d'énergie (CEE) :**

Pour chaque année de livraison :

- Les prix unitaires associés aux CEE dits « classique » **Prix_{CEEClassique}** (hors coefficient multiplicateur d'obligation et tels que définis à l'article R.221-4 du Code de l'énergie), proportionnels aux quantités consommées, exprimé en €/MWh cumac HTT ;
- Les prix unitaires associés au CEE au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique **Prix_{CEEPrecarite}** (hors coefficients multiplicateurs d'obligation et tels que définis à l'article R.221-4-1 du Code de l'énergie), proportionnels aux quantités consommées, exprimé en €/MWh cumac HTT.

Pour le LOT 3 :

- **Prix unitaires de fourniture proportionnels à la consommation :**

Pour chaque année de livraison, les prix unitaires **pg** et **C** suivants, en €/MWh HTT :

pg	Prix unitaire applicable dans le cas de prises de position au prix de clôture du produit Calendar PEG
C	Prix unitaire comprenant les coûts de gestion, les provisions pour risques et la marge du titulaire du marché subséquent

- **Prix associés aux obligations d'économies d'énergie (CEE) :**

Pour chaque année de livraison :

- Les prix unitaires associés aux CEE dits « classique » **Prix_{CEEClassique}** (hors coefficient multiplicateur d'obligation et tels que définis à l'article R.221-4 du Code de l'énergie), proportionnels aux quantités consommées, exprimé en €/MWh cumac HTT ;
- Les prix unitaires associés au CEE au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique **Prix_{CEEPrecarite}** (hors coefficients multiplicateurs d'obligation et tels que définis à l'article R.221-4-1 du Code de l'énergie), proportionnels aux quantités consommées, exprimé en €/MWh cumac HTT.

NB : Le cahier des clauses particulières et ses annexes, à accepter sans aucune modification, ne sont pas à joindre à l'offre.

9 SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

9.1 Sélection des candidatures

Sont éliminées les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles L2141-1 à L2141-11 du Code la commande publique.

Sont éliminées les candidatures qui ne satisfont pas aux niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières mentionnées à l'article 8.1 du présent règlement de la consultation.

Sont également éliminées les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées au présent règlement de consultation en application de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

La personne publique décide discrétionnairement de demander des compléments de candidature ou non en application du premier alinéa de l'article R2144-2 du Code de la commande publique.

Le coordonnateur se réserve le droit d'examiner les offres avant les candidatures, conformément à l'article R2161-4 du Code de la commande publique.

9.2 Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans des conditions analogues à celles prévues à l'article R2152-7 du Code de la commande publique.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, La personne publique se réserve la possibilité de demander ou non aux soumissionnaires de régulariser leurs offres irrégulières, en application de l'article R2152-2 du Code de la commande publique.

Pour chaque lot, les offres sont jugées sur la base de la valeur technique et de la valeur prix au stade de l'accord-cadre. Chacun de ces critères sera noté et pondéré comme suit :

Critères	Notation des critères	Pondération des critères
Valeur technique	100 points	95%
Valeur prix au stade de l'accord-cadre	100 points	5%

Une note globale de l'accord-cadre NG_{AC} est attribuée à chaque soumissionnaire selon les modalités suivantes :

$NG_{AC} = \frac{(95 \times NT) + (5 \times NP)}{100}$							
Où :							
NG_{AC}	désigne la note globale de l'accord-cadre (notée sur 100 points) à chaque soumissionnaire.						
NT	désigne la note technique (notée sur 100 points) attribuée à chaque soumissionnaire en fonction de la qualité de son mémoire technique complété selon le cadre de réponse figurant en annexe 2 et appréciée selon les critères de jugement suivants :						
<ul style="list-style-type: none"> LOT 1 : 	<table> <tr> <td> 1. Gestion de la bascule et de la mise en œuvre du marché Les étapes et délais de la phase de bascule, la méthode de recueil des informations auprès des membres, le processus d'information du coordonnateur </td><td>15 points</td></tr> <tr> <td> 2. Gestion des données de consommation et de facturation L'espace client, Système d'alertes de dépassement de consommation, le « fichier périmètre », le fichier « BILAN », le fichier récapitulatif « BILAN ANNUEL » </td><td>15 points</td></tr> <tr> <td> 3. Qualité des services de facturation Processus associé à la facturation, modalités de détermination des index estimés, processus de prise en compte des index auto-relevés, clarté des factures et modèle de guide de lecture des factures, personnalisation des factures et gestion des erreurs de facturation </td><td>20 points</td></tr> </table>	1. Gestion de la bascule et de la mise en œuvre du marché Les étapes et délais de la phase de bascule, la méthode de recueil des informations auprès des membres, le processus d'information du coordonnateur	15 points	2. Gestion des données de consommation et de facturation L'espace client, Système d'alertes de dépassement de consommation, le « fichier périmètre », le fichier « BILAN », le fichier récapitulatif « BILAN ANNUEL »	15 points	3. Qualité des services de facturation Processus associé à la facturation, modalités de détermination des index estimés, processus de prise en compte des index auto-relevés, clarté des factures et modèle de guide de lecture des factures, personnalisation des factures et gestion des erreurs de facturation	20 points
1. Gestion de la bascule et de la mise en œuvre du marché Les étapes et délais de la phase de bascule, la méthode de recueil des informations auprès des membres, le processus d'information du coordonnateur	15 points						
2. Gestion des données de consommation et de facturation L'espace client, Système d'alertes de dépassement de consommation, le « fichier périmètre », le fichier « BILAN », le fichier récapitulatif « BILAN ANNUEL »	15 points						
3. Qualité des services de facturation Processus associé à la facturation, modalités de détermination des index estimés, processus de prise en compte des index auto-relevés, clarté des factures et modèle de guide de lecture des factures, personnalisation des factures et gestion des erreurs de facturation	20 points						

4. Performance et qualité de la relation clientèle Relations avec le coordonnateur, relations avec les membres et réunions	15 points
5. Qualité du service d'optimisation des coûts liés au tarif d'utilisation des réseaux de distribution Méthodologie, processus d'information du coordonnateur, méthodologie de présentation des études d'optimisation aux membres.	10 points
6. Gestion du périmètre Méthodologie et processus	5 points
7. La qualité de la stratégie de couverture des risques du marché	5 points
8. La qualité de l'organisation du candidat pour l'accompagnement du coordonnateur sur les opérations de couverture par prise de position	15 points

● **LOT 2 :**

1. Gestion de la bascule et de la mise en œuvre du marché Les étapes et délais de la phase de bascule, la méthode de recueil des informations auprès des membres, le processus d'information du coordonnateur	15 points
2. Gestion des données de consommation et de facturation L'espace client, Système d'alertes de dépassement de consommation, le « fichier « périmètre », le fichier « des données de consommation et de facturation », le « feuillet récapitulatif annuel »	15 points
3. Qualité des services de facturation Processus associé à la facturation, modalités de détermination des index estimés, processus de prise en compte des index auto-relevés, clarté des factures et modèle de guide de lecture des factures, personnalisation des factures et gestion des erreurs de facturation	20 points
4. Performance et qualité de la relation clientèle Relations avec le coordonnateur, relations avec les membres et réunions	20 points
5. Qualité du service d'optimisation des coûts liés au tarif d'utilisation des réseaux de distribution Méthodologie, processus d'information du coordonnateur, méthodologie de présentation des études d'optimisation aux membres.	10 points
6. Gestion du périmètre Méthodologie et processus	10 points
7. La qualité de la stratégie de couverture des risques du marché	10 points

● **LOT 3 :**

1. Gestion de la bascule et de la mise en œuvre du marché Les étapes et délais de la phase de bascule, la méthode de recueil des informations auprès des membres, le processus d'information du coordonnateur	15 points
2. Gestion des données de consommation et de facturation	15 points

L'espace client, Système d'alertes de dépassement de consommation, le « fichier « périmètre », le fichier « des données de consommation et de facturation », le « feuillet récapitulatif annuel »	
3. Qualité des services de facturation Processus associé à la facturation, modalités de détermination des index estimés, clarté des factures et modèle de guide de lecture des factures, personnalisation des factures et gestion des erreurs de facturation	20 points
4. Performance et qualité de la relation clientèle Relations avec le coordonnateur, relations avec les membres et réunions	15 points
5. Qualité du service d'optimisation des coûts liés au tarif d'utilisation des réseaux de distribution Méthodologie, processus d'information du coordonnateur, méthodologie de présentation des études d'optimisation aux membres.	10 points
6. Gestion du périmètre Méthodologie et processus	5 points
7. La qualité de la stratégie de couverture des risques du marché	5 points
8. La qualité de l'organisation du candidat pour l'accompagnement du coordonnateur sur les opérations de couverture par prise de position	15 points

Les détails des éléments évalués de chacun de ces critères techniques figure au cadre de réponse (annexe 2 du présent règlement de la consultation).

A l'exception des trois sous-critères explicités ci-après, chaque item du mémoire technique est noté selon la grille ci-après :

Nature de l'appréciation	Appréciation générale	Notation
Proposition très satisfaisante faisant preuve d'une très bonne compréhension des attentes du Coordonnateur et des membres du groupement, apportant un très haut niveau de service et/ou une très nette avancée pour le service et/ou basée sur des pratiques innovantes prometteuses	Très satisfaisant	100% des points
Proposition satisfaisante, prenant en compte les exigences du CCP de manière sécuritaire et pérenne avec toutes les justifications nécessaires apportées.	Satisfaisant	75% des points
Proposition moyennement satisfaisante au regard des besoins du groupement sans relief particulier	Moyen	50% des points
Proposition fortement insatisfaisante au regard des besoins du groupement (ou non étayée) ou point d'analyse non traité	Insatisfaisant/ Non traité	0

Le jugement des trois sous-critères suivants est basé sur une appréciation quantitative d'un volume d'informations que chaque soumissionnaire est en mesure de mettre à disposition par rapport à un contenu souhaité, formalisé dans le cadre de réponse sous la forme de tableaux à compléter.

Les trois sous-critères concernés sont les suivants :

Sous-critères techniques	Items correspondants figurant au cadre de réponse
2. Gestion des données de consommation et de facturation	Les informations éditables par le Système d'Information du soumissionnaire lors de la formalisation du fichier BILAN
3. Qualité des services de facturation	Le volume d'informations éditables par le Système d'Information du soumissionnaire lors de l'édition des factures groupées.
	Le volume d'informations éditables par le Système d'Information du soumissionnaire lors de l'édition des factures détaillées.

Une note de l'offre sur 100 points est obtenue pour chaque candidat en additionnant la note de chacun des huit critères.

NP désigne la note de prix de l'accord-cadre (notée sur 100 points) attribuée selon la formule suivante :

$$NP = 100 \times \left(\frac{VE \text{ la plus basse}}{VE \text{ proposée}} \right)$$

Où **VE** désigne la valeur économique de l'offre appréciée au regard du montant global figurant au Détail Quantitatif Estimatif (DQE)

Pour chacun des lots, seuls les candidats ayant obtenu une note globale de l'accord-cadre pondérée (Note « valeur technique » + note « prix ») supérieure ou égale à 50 pourront être retenus au stade de l'accord-cadre.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition, de report...) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le DQE, le bordereau des prix prévaudra et le montant du DQE sera rectifié en conséquence.

IMPORTANT : au stade de l'accord-cadre, la prise en compte de la valeur économique de l'offre vise à tenir compte des obligations imposées par les dispositions de l'article R2152-7 du Code de la commande publique. Les prix définitifs applicables lors de l'exécution des marchés subséquents seront déterminés par les titulaires de l'accord-cadre au stade de la consultation des marchés subséquents.

PIECES A FOURNIR PAR LE CANDIDAT ATTRIBUTAIRE :

Le candidat retenu devra produire les pièces suivantes prévues aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés :

- une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du code de la commande publique,
- les attestations fiscales ou sociales ou d'acquittement des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles,
- les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail,
- une attestation que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3 du code de la commande publique (extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1),
- La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire.

Si le candidat retenu ne produit pas ces pièces dans le délai imparti son offre est rejetée et sa candidature éliminée.

Pour les candidats établis à l'étranger :

Afin de satisfaire aux obligations fixées à l'article R2143-6 du Code de la commande publique, le candidat établi à l'étranger produit un extrait du registre pertinent ou, à défaut, un document équivalent délivré par

l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement attestant de l'absence de cas d'exclusion.

De même, afin de satisfaire aux obligations fixées à l'article R2143-7 du Code de la commande publique, le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine ou d'établissement.

Conformément à l'article R2143-10 du Code de la commande publique, lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays. Si les documents fournis par un candidat en application des présents articles ne sont pas rédigés en langue française, ces documents seront accompagnés d'une traduction en français.

10 AUTORISATION DE RECUPERATION DES DONNEES TECHNIQUES ET CONTRACTUELLES ASSOCIEES AUX POINTS DE LIVRAISON

Le coordonnateur autorise les soumissionnaires (dès lors qu'ils disposent d'une autorisation de fourniture de gaz naturel ou d'achat pour revente d'électricité, tel que prévu au Code de l'énergie) à demander et à recevoir communication auprès des gestionnaires de réseaux de distribution, des données techniques et contractuelles associées aux points de livraison figurant en annexe 1 du présent Règlement de la Consultation. Cette autorisation est valable à compter de la date de publication et jusqu'à la date limite de remise des offres figurant en page de garde du présent document.

11 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

En application de l'article R2132-6 du Code de la commande publique, les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

Les candidats sont invités à poser toute question nécessaire à l'établissement de leur offre par l'intermédiaire de la plate-forme de dématérialisation à l'adresse suivante : <https://www.xmarches.fr/>

12 VOIES DE RECOURS

En cas de recours contentieux, la loi française est seule applicable et le tribunal compétent est le tribunal administratif d'Amiens :

Tribunal administratif d'Amiens
14, rue Lemerchier CS 81114 80011 AMIENS Cedex 1
Téléphone : 03 22 33 61 70
Télécopie : 03 22 3 61 71

Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr
Site internet : <https://amiens.tribunal-administratif.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.